

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
DU CHARBON ET DE L'ACIER  
ASSEMBLÉE COMMUNE**

---

Doc. N° 12  
1957-1958

Exercice 1957-1958

Première session extraordinaire

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

fait au nom de la

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

et de la

COMMISSION DE LA SECURITE

et du

SAUVETAGE DANS LES MINES

sur

la sécurité dans les mines

par

M. C.P. HAZENBOSCH

Rapporteur

Novembre 1957

AC 3767

La Commission des Affaires Sociales et la Commission de la Sécurité et du Sauvetage dans les mines se sont réunies conjointement le 8 novembre 1957 au Palazzo Montecitorio, à Rome, sous la présidence successivement de M. NEDERHORST et de M. MUTTER, pour examiner une proposition de résolution faisant suite aux rapports soumis à l'Assemblée Commune par ces deux Commissions et relatifs aux divers aspects du problème de la sécurité dans les mines.

M. C.P. HAZENBOSCH a été désigné comme Rapporteur.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité lors de cette même réunion.

Etaient présents :

M. NEDERHORST, Président de la Commission des Affaires Sociales,  
M. SABATINI, Président de la Commission de la Sécurité et du Sauvetage dans les mines,  
MM. PELSTER et MUTTER, Vice-Présidents de la Commission des Affaires Sociales,  
M. CHARLOT, Vice-Président de la Commission de la Sécurité et du Sauvetage dans les mines,  
M. HAZENBOSCH, Rapporteur  
MM. AMADEO, BATTAGLIA, BERTRAND, MARGUE, PHILIPP et SIMONINI.

-----

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

fait au nom de la  
COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES et de la  
COMMISSION DE LA SECURITE ET DU SAUVETAGE DANS LES MINES

sur  
la sécurité dans les mines

par

M. C.P. HAZENBOSCH

Rapporteur

-----

Monsieur le Président, Messieurs,

Faisant suite aux observations présentées au sein de l'Assemblée Commune lors des débats consacrés à l'examen des rapports relatifs aux divers aspects du problème de la sécurité dans les mines et compte tenu des déclarations faites à cette occasion par la Haute Autorité, votre Rapporteur a l'honneur de vous prier, au nom de la Commission des Affaires Sociales et de la Commission de la Sécurité et du Sauvetage dans les mines, d'adopter la proposition de résolution suivante :

AC 3767

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative  
à la sécurité dans les mines

-----

L'Assemblée Commune,

- 1 - Après avoir entendu les rapports de ses Commissions compétentes sur les aspects humains, techniques, juridiques et administratifs du problème de la sécurité dans les mines;
- 2 - Prenant acte des déclarations de la Haute Autorité;
- 3 - Rappelle ses résolutions antérieures sur la sécurité dans les mines;
- 4 - Approuve l'action de ses Commissions des Affaires sociales et de la Sécurité et du Sauvetage dans les Mines en vue d'apporter une contribution aux efforts visant à assurer aux mineurs plus de sécurité dans leur travail;  
Plus particulièrement, l'Assemblée Commune :
  - A - En ce qui concerne les aspects humains du problème :
- 5 - Insiste sur l'importance grandissante que jouent les facteurs humains dans la lutte contre les accidents du travail; elle estime que la recherche d'une plus grande sécurité ne doit pas être fonction des accidents réels, mais tendre à agir préventivement sur l'ensemble des situations matérielles et humaines qui peuvent constituer des risques d'accident;

- 6 - Souligne le caractère déterminant que revêt la formation professionnelle du point de vue de la sécurité des travailleurs;
- 7 - Rappelle la nécessité de la participation effective des délégués du personnel aux mesures d'éducation et de prévention en matière de sécurité;
- 8 - Affirme que le système de rémunération des mineurs doit être établi de façon telle qu'il tienne compte du temps passé au travail et du temps utilisé pour assurer la sécurité, l'équilibre entre ces deux facteurs devant, de plus, pouvoir être ajusté aux conditions de travail différentes régnant dans les divers bassins de la Communauté;
- 9 - Appuie la demande des organisations syndicales ouvrières de voir la Haute Autorité et l'Organe permanent effectuer des enquêtes statistiques destinées à vérifier l'existence d'une relation éventuelle entre le nombre des accidents et la structure de la rémunération;
- 10 - Estime :
  - compte tenu du caractère délicat et de l'importance de la question du salaire individuel à la tâche, pour la sécurité minière, que la Haute Autorité, en liaison avec l'Organe permanent, doit entreprendre immédiatement les études nécessaires pour rechercher la part prise ou non par le salaire individuel à la tâche dans le nombre des accidents;
  - qu'il faut en tout cas reconnaître aux délégués syndicaux dans les mines le droit de prendre part aux négociations et d'être partie à la signature des conventions de salaire individuel à la tâche;

- que la rémunération par groupe contribuera cependant à renforcer l'esprit d'équipe et à améliorer l'atmosphère sociale dans l'entreprise;

- 11 - Prie la Haute Autorité d'effectuer une enquête sur les relations existant entre l'absentéisme et la sécurité dans les mines;
- 12 - S'associe au voeu formulé par les organisations syndicales ouvrières de parvenir à une convention multilatérale sur la sécurité dans les mines fixant la procédure et la périodicité de l'examen médical et de la surveillance psycho-technique des mineurs;
- 13 - Est d'avis que la campagne de prévention des accidents, déjà entreprise dans le cadre de nombreux bassins, devrait gagner encore en amplitude et s'étendre à l'opinion publique elle-même;
- 14 - Invite la Haute Autorité à entreprendre des recherches systématiques parmi les données fournies par l'expérience en vue de parvenir à une solution satisfaisante du problème de l'enseignement linguistique de la main-d'oeuvre étrangère;
- 15 - Prend acte avec satisfaction de l'intention de la Haute Autorité d'aider financièrement les recherches relatives aux facteurs humains de la sécurité;
- 16 - Souhaite cependant que l'action de la Haute Autorité en matière de sécurité ne se limite pas à cet aspect financier, mais qu'elle s'étende à tous les autres domaines de sa compétence;

- 17 - Déplore que les Gouvernements réunis en Conseil spécial de Ministres n'aient pas cru devoir mentionner spécialement les facteurs humains de la sécurité parmi les tâches confiées à l'Organe permanent ;
- 18 - Suggère de ne pas limiter l'action de la Communauté à la prévention des accidents dans les mines de houille, mais au contraire de l'étendre aux mines de fer et à toute l'industrie sidérurgique ;
- 19 - Demande, enfin, à la Haute Autorité d'effectuer, après avoir pris contact avec les parties intéressées et en liaison avec l'Organe permanent, une étude sur les possibilités pratiques de constitution d'un corps international d'inspecteurs de la sécurité dans les mines.

B - En ce qui concerne les aspects techniques du problème

Prie la Haute Autorité :

- 20 - de mettre tout en oeuvre, en collaboration avec l'Organe permanent pour la sécurité minière, pour favoriser la solution des problèmes techniques relatifs à la sécurité minière ;
- 21 - de favoriser, également en collaboration avec l'Organe permanent, l'uniformisation des statistiques d'accidents ;
- 22 - de prendre d'urgence toutes dispositions utiles préparatoires à la conclusion d'un accord multilatéral d'aide mutuelle sur le sauvetage dans les mines de la Communauté.

C - En ce qui concerne les aspects juridiques et administratifs du problème

- 23 - Invite les Gouvernements à tenir compte, en édictant leurs normes sur la sécurité et le sauvetage dans les mines ou en élaborant les clauses de conventions internationales applicables à cette matière, des propositions de la conférence sur la sécurité dans les mines de houille ;

- 24 - Demande à la Haute Autorité de veiller à ce que l'activité de l'Organe permanent soit aussi diligente et aussi étendue que possible et qu'elle soit soumise annuellement à l'examen de l'Assemblée.

Finalement, l'Assemblée Commune,

- 25 - Invite la Haute Autorité de la tenir régulièrement informée, ainsi que ses Commissions compétentes, des travaux de l'Organe permanent.
-